



HAL
open science

L'Armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'Armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde. VIIIe Congrès International Physicians for the Prevention of Nuclear War, IPPN, Jun 1988, Montréal, Canada. hal-02492304

HAL Id: hal-02492304

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02492304v1>

Submitted on 26 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel

**Conférence au colloque du VIIIe Congrès
International Physicians for the Prevention of Nuclear War**

3 juin

**Montréal
2-6 Juin 1988**

Cahiers du CEDSI, Université Pierre Mendès France de Grenoble.

Résumé: Les pays du Tiers-Monde sont définis à partir de leur niveau de développement et de la faiblesse de leur PIB par habitant. Ils sont impuissants devant la course aux armements engagés par les USA et l'URSS en chefs de file. Leur sécurité est menacée par les clivages politiques, les conséquences de la colonisation, les conflits internes et les guerres régionales,, les coûts de leurs propres industries d'armement ou des importations d'armes. Les dépenses militaires de ces pays restent importantes, malgré l'application du dilemme entre le beurre et le canon.. Les procédures tendant à désarmer en vue du développement de tous les pays du monde se heurtent à de nombreux obstacles. La création d'un Fonds de Désarmement pour le Développement n'est qu'un projet dont la réalisation semble faible. Dans ce contexte, l'état de santé des habitants des pays du Tiers-Monde pose problème du fait de la croissance démographique, de l'état sanitaire, et d'une action internationale insuffisante, notamment en termes de santé publique. Les dépenses militaires exercent un effet d'éviction sur les dépenses de santé.

Summary: Third World countries are defined on the basis of their level of development and the low level of their GDP per capita. They are helpless in the face of the arms race led by the US and the USSR as leaders. Their security is threatened by political cleavages, the consequences of colonization, internal conflicts and regional wars, the costs of their own arms industries or of arms imports. Military spending in these countries remains significant, despite the application of the dilemma between butter and cannon. Disarmament procedures for the development of all countries in the world face many obstacles. The creation of a Disarmament Fund for Development is only a project whose implementation seems weak. In this context, the state of health of the inhabitants of Third World countries poses a problem due to population growth, the state of health, and insufficient international action, particularly in terms of public health. Military spending crowds out health spending.

Armement, dépenses militaires, tiers-monde, santé publique, développement économique, dépenses militaires, Fonds de désarmement pour le développement.

Armament, military expenditure, Third World, Public Health , Economic Development, Military Expenditure, Disarmament Fund for Development.

Conférences données au

HUITIÈME CONGRÈS de

*INTERNATIONAL PHYSICIANS FOR THE
PREVENTION OF NUCLEAR WAR*

A MONTRÉAL

(Palais des Congrès)

Du 2 AU 6 JUIN 1988

**Dimanche 5 Juin : Séance Plénière : A North-South
Dialogue**

**Dimanche 5 Juin : Health Problem in Developing
Countries**

L'ARMEMENT ET LA SANTE DANS

LES PAYS DU TIERS-MONDE

par Jacques FONTANEL

L'idée du Tiers-Monde date de 1952, mais le mythe du Tiers-Monde uni date de la Conférence de Bandoung et il s'est développé avec la revendication d'un Nouvel Ordre Economique International. Cette expression due à Alfred Sauvy, semble pourtant actuellement inadaptée pour expliquer une situation contemporaine hétérogène. Il y a eu depuis des reclassements qui font que le Japon, encore pays en voie de développement (PVD) en 1950 est devenu le premier créiteur mondial, alors que le Chili et l'Argentine, promis au développement, ont connu une stagnation relative. En matière de développement, aucune situation n'est jamais acquise. En 1969, la Corée du Sud semblait vouée à l'aide extérieure perpétuelle, car elle souffrait de tous les maux : corruption, inflation, faiblesse des exportations, industrialisation réduite. Dans les années 60, les pays africains avaient un taux de croissance convenable, alors même que le continent indien connaissait tous les malheurs. En 1967, on prévoyait que les pays miniers comme le Gabon, la Guinée, le Libéria, la Zambie, le Nigéria, le Congo et la Rhodésie, voire le Soudan ou le Ghana pourraient connaître des taux de croissance annuels de 7 % . Il n'en a rien été (1).

D'un point de vue pratique, l'expression du Tiers-Monde est utile pour désigner des pays tardivement touchés par la révolution agricole et industrielle, pour différencier l'Occident des pays colonisés. D'un point de vue politique, il s'agit d'obtenir des pays colonisateurs la réparation de l'injustice fondamentale des différentiels de développement fondés sur les inégalités et l'exploitation. Cependant, la concurrence et parfois l'antagonisme de leurs intérêts respectifs vont croissants. Au fond, le Tiers-Monde, c'est d'abord une entité symbolique et les critères d'appartenance ne sont pas très précis. Plusieurs critères de définition sont retenus, notamment :

- la faiblesse du PNB par habitant,
- le fort taux de croissance démographique,
- l'importance des inégalités sociales et spatiales,
- la part prédominante du secteur primaire dans l'emploi de la population active,
- l'importance de l'analphabétisme et de la malnutrition et
- la faiblesse des équipements sanitaires.

Ces différents indicateurs sont plus ou moins satisfaisants (2) : notamment, le PNB par habitant de Hong Kong et de Singapour est à celui de l'Espagne, et ceux du Koweït et des Emirats Arabes Unis

sont supérieurs à ceux de la Suisse et des Etats-Unis ; au fond, ce n'est qu'un indicateur médiocre, même si les Pays les Moins Avancés (PMA) sont définis par les organismes internationaux à partir de leur PNB par habitant (inférieur à 400 dollars par an). Ces chiffres très inquiétants le sont un peu moins dans la réalité compte tenu de l'importance de l'autoconsommation. Ainsi, en parités de pouvoir d'achat, le Produit Brut par habitant de la Bolivie, de la Colombie, de la République de Corée, de la Côte d'Ivoire, de l'Equateur, du Pakistan, du Pérou, de l'Inde, du Mali ou du Sri Lanka sont au moins trois fois supérieurs en 1985 par rapport aux comparaisons faites avec le système des taux de change. Ainsi, globalement les PVD restent nettement plus pauvres, car le rapport de leur production annuelle par rapport à celui déterminé par les taux de change est multiplié au moins par 2, comme l'indique le Tableau 1.

En outre, si l'on fait une analyse sérieuse des autres critères, on constate qu'ils ne sont pas très significatifs, seuls, pour expliquer le sous-développement.

Tableau 1 - Rapport entre la valeur du taux de change et de la parité de pouvoir d'achat pour plusieurs pays en voie de développement pour 1985 (3)

Pays	Parité pouvoir d'achat/ Taux de change
Argentine	2
Bolivie	3,3
Botswana	3,7
Brésil	2,6
Cameroun	2
Chili	3
Colombie	2,9
République Corée	2,1
Costa Rica	2,9
Côte d'Ivoire	2,3
El Salvador	2,3
Ethiopie	3
Guatemala	2
Honduras	1,9
Hongrie	3,5
Hong Kong	1,9
Inde	3,6
Indonésie	3
Israël	1,8
Kenya	2,7
Madagascar	2,5
Malawi	3
Mali	2,6
Maroc	2,6
Pakistan	4,5
Panama	2,1
Paraguay	2,9
Pérou	3
Philippines	3,3
Pologne	2,6
République dominicaine	3,1
Sénégal	2,4
Sri Lanka	5,1
Tanzanie	1,6
Tunisie	2,4
Uruguay	2,8
Vénézuéla	1,9
Yougoslavie	2,6
Zambie	2,2
Zimbabwe	1,9

Tableau 2 - Divergences importantes entre les concepts de pays développés et pays en voie de développement, à partir des critères généralement retenus pour les distinguer.

	Pays développés	PVD
Espérance-vie (H)	RDA 68 ans URSS 65 ans Irlande 71	Cuba 73 Hong Kong 73 Israël 73
Taux mortalité infantile	Bulgarie 16 Etats-Unis 11 Italie 12	Israël 14 Singapour 9 Hong-Kong 9
Part produits primaires dans les exportations	Pays Bas 50 Australie 80	Turquie 46 Corée du Nord
Population agricole	Roumanie 31 Grèce 31 Pologne 29 Portugal 26 URSS 20	Chili 17 Uruguay 16 Vénézuéla 16 Argentine 13 Hong Kong 2

Le Tiers-Monde est donc plutôt le groupe d'intérêt de ceux qui historiquement ont fait partie des peuples les plus pauvres, quand bien même certains de ses membres seraient des cadres dorénavant bien nantis. C'est aussi en ce sens que le fameux concept "d'entitlement" mis en évidence par Amartya Sen (qui reprenait d'ailleurs par là les objectifs fondamentaux que François Perroux assignait à l'économie, à savoir 1) nourrir les hommes, 2) soigner les hommes et 3) libérer les esclaves) est fondamental (4). En effet, les facteurs socio-économiques sont au moins aussi importants pour définir le développement d'un pays que les seules variables quantitatives de l'économie. Ainsi, les libertés politiques, les droits de l'homme et la répartition plus équitable des droits des citoyens et des travailleurs constituent des indicateurs fondamentaux du degré de développement d'un pays.

Par contre, en matière d'armement, le Tiers-Monde est complètement impuissant devant le clivage Est-Ouest, dont il épouse souvent les conflits politiques. Comme les dépenses militaires ont souvent été perçues par les gouvernements du Sud comme un instrument essentiel de leur indépendance et de leur

soveraineté nationale, elles ont considérablement augmenté, participant activement à l'essor de la course aux armements. Pour le SIPRI, les dépenses militaires des PVD en 1985 étaient de 18,6 % des dépenses militaires mondiales, contre 16,2 % en 1976. L'USACDA fixe ces pourcentages respectivement à 20,4 % et 19,7%, ce qui démontre une fois de plus les difficultés qu'il y a à mesurer les dépenses militaires dans le monde, aussi bien dans les pays de l'Est que dans les pays du Tiers-Monde. Si l'on prend des années comparables, on constate pour l'année 1980, des divergences d'estimation qui ne peuvent pas simplement être expliquées par des différences de définition.

Tableau 3 - Quelques estimations des dépenses militaires selon l'USACDA et le SIPRI pour l'année 1980 (afin de rendre les mesures comparables)

	USACDA (5)	SIPRI (6)
Argentine	2304	3936
Brésil	1104	1304
Inde	3992	4755
Cuba	1140	986
Mexique	525	1046
Chine	18860	42700

Si l'on utilisait les parités de pouvoir d'achat de préférence aux taux de change, les écarts seraient encore plus importants (7), de l'ordre de 1 à 3 dans le meilleur des cas.

Les conflits économiques du développement sont aussi meurtriers que les conflits militaires. La défense d'un pays n'est pas réductible à la seule sphère militaire. Notamment, la meilleure défense d'un pays est son unité. Dans un monde sans Etat, les dépenses de défense nationale seraient inutiles, mais elles seraient probablement, au moins en partie, remplacées par des dépenses de police ou d'administration du monde. On peut donc se demander si d'une certaine manière les dépenses consacrées au secteur militaire ne sont pas incompressibles, du fait d'une forte substitution entre les dépenses de police et les dépenses de défense, les unes et les autres servant globalement à la gestion des relations entre les hommes et la ou les collectivités.

Au fond, deux questions fondamentales interpellent l'économiste concernant la militarisation du Tiers-Monde :

1) Les dépenses militaires mondiales et nationales participent-elles activement au sous-développement des pays du Tiers-Monde?

2) Un processus de désarmement est-il susceptible de favoriser le développement économique et si oui, dans quelles conditions ?

3) Les dépenses militaires exercent-elles une action négative sur les dépenses de santé en situation de paix dans les pays en voie de développement ?

I) LES DEPENSES MILITAIRES COMME FACTEUR DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Les dépenses militaires ont été probablement un facteur important de sous-développement et il existe une permanence de l'influence des grandes puissances sur les conflits du Tiers-Monde.

A) Le Tiers-Monde comme enjeu économique et militaire.

Cet enjeu s'est exprimé par la colonisation et il s'est maintenu par les conflits militaires.

a) *La colonisation*

La colonisation est souvent considérée comme la raison essentielle du sous-développement car elle conduit notamment à :

- l'extension des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières,
- l'exploitation minière,
- la dégradation des termes de l'échange,
- la construction de voies de communications spécialisées tournées vers la métropole,
- la destruction des artisanats locaux par la concurrence des produits manufacturés et
- la mise en place de frontières nationales aberrantes.

Au fond, l'économie de ces pays a été mise en totale dépendance des pays développés. Les pays occidentaux doivent donc réparer et la plupart des organisations internationales appellent à l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International. Pourtant des pays qui n'ont pas été colonisés sur une longue

période sont en situation de sous-développement (Ethiopie, Turquie, Thaïlande, Chine) alors que d'anciennes colonies se sont développées (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Les pays d'Amérique Latine dont les indépendances remontent à plus d'un siècle et demi n'ont pas connu de développement économique comparable à celui des pays développés. En tout cas deux mythes peuvent être rejetés, celui du rôle important des débouchés coloniaux pour les industries occidentales, et celui du développement occidental fondé sur les matières premières originaires du Tiers-Monde, même si, à une certaine époque, ces relations ont pu exercer des effets favorables pour le pays du Nord au détriment des pays du Sud. La colonisation est à la fois incontestablement responsable du sous-développement de certaines régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalité politique, exploitation économique) et bouc-émissaire pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du Tiers-Monde.

b) Les conflits

Ils existent sous quatre formes :

1) L'intervention des grandes puissances dans leurs sphères d'influence est assez courante :

- Etats-Unis : doctrine Monroe 1823 pour l'Amérique Latine, interventions au Guatemala en 1954, à Cuba en 1961, à Saint-Domingue en 1965, au Chili en 1973, à Grenade en 1983
- France : Interventions multiples au Sénégal, au Gabon, en Centrafrique, à Djibouti, au Zaïre, au Tchad).
- URSS : Invasion de l'Afghanistan, notamment.

2) Le Tiers-Monde est aussi un nouveau théâtre de rivalités entre Est et Ouest. Les exemples sont nombreux : Corée, Vietnam, décolonisation portugaise, Corne de l'Afrique, etc.

3) Les conflits sont aussi internes au Tiers Monde : conflits intra-étatiques (notamment Biafra, Liban, Angola etc...) et inter-étatiques (Libye- Tchad, Somalie-Ethiopie, Maroc-Polissario, guerre du football Honduras et El Salvador, Vietnam, Chine, Inde-Pakistan, Irak-Iran).

4) L'émergence de puissances régionales (Israel, Afrique du Sud, Cuba, Libye, Vietnam) vient encore obscurcir l'analyse de l'effet économique des dépenses militaires sur les économies de la périphérie.

B) Les dépenses militaires nationales, instrument de blocage de la croissance

1) La fameuse étude de Benoit (8) selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique a été fortement contestée sur la forme (analyse économétrique) et sur le fond (9). L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou résultant d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie (aéronautique, informatique, construction navale, principalement). Par les effets d'inertie qu'ils produisent sur les flux économiques, les budgets militaires soutiennent l'activité de branches industrielles entières et leur assurent une certaine sécurité et un potentiel de croissance supplémentaire, par l'essor des économies d'échelle et des effets de domination (10). Pour Ron et Dan Smith (11), la militarisation des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, même s'il peut y avoir quelques effets positifs, notamment la mobilisation du surplus.

2) La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue (12). Cependant, trois facteurs peuvent l'infirmier :

- l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense,
- la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure) et
- le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement).

Si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut accepter aussi une réduction de sa consommation. Si actuellement, l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude de l'Etat, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues essentiellement à la disponibilité d'informations stratégiques différentes.

3) En matière d'emploi (13), les conclusions générales ne sont pas satisfaisantes. Si l'augmentation des dépenses militaires s'applique principalement aux dépenses de personnel, il est probable que l'effet attendu peut être plutôt positif dans la lutte contre le chômage, au contraire d'une augmentation des dépenses militaires de capital. L'élargissement de la conscription est de nature à réduire, à court terme, le sous-emploi. A long terme, cette décision est de nature à réduire les potentialités de développement, notamment si des effets d'éviction apparaissent, conduisant des personnels qualifiés à abandonner provisoirement le secteur productif ; dans ces conditions, elle peut conduire à un accroissement du chômage.

La plupart des études économétriques mettent en évidence les effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance économique à court terme des pays en voie de développement. Mais ces effets ne semblent pas décisifs, autrement dit, ils ne sont pas catastrophiques, sans être pour autant marginaux.

C) La production d'armes, comme facteur de dépendance accrue

Trois motifs particuliers peuvent justifier l'essor de cette activité : la sécurité nationale, l'indépendance économique et la croissance économique (14).

i) La production d'armes est souvent conçue comme un impératif de sécurité nationale. Les Etats peuvent maintenir les productions de matériels militaires particuliers, même si elles ne sont pas financièrement rentables. Sur un marché des armes en crise, il est probable que les importations de certaines armes ont un coût inférieur à celui des matériels similaires produits nationalement. Cependant, les impératifs de sécurité nationale sont jugés plus importants à long terme que le simple profit financier à court

terme. Les PVD risquent de n'avoir que les désavantages, à savoir un échec économique et une sécurité nationale toujours aussi menacée.

ii) L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une Alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - généralement technologiquement en voie de dépassement - pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués, que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

iii) Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement :

- Elles économisent des devises rares. Les achats de matériels militaires à l'étranger grèvent lourdement la balance commerciale; ils sont parfois à l'origine d'un déficit qui peut avoir des conséquences douloureuses par ses effets sur la spéculation, la détérioration des termes de l'échange et l'apparition d'effets cumulatifs aggravant ces déficits et les tensions inflationnistes.

- Elles exercent des effets industrialisants. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. La politique de l'import-substitution - c'est-à-dire de création d'une offre nationale correspondant à une demande interne exprimée sur des produits d'importation - peut alors être choisie pour promouvoir l'offre industrielle intérieure.

Ces deux thèses ne résistent pas vraiment à l'analyse.

- La balance commerciale n'est pas nécessairement bénéficiaire, au moins dans un premier temps, car il faut tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux (près de 30 % des prix des matériels militaires exportés de la France), de la compétitivité des prix des armes nationales par rapport à leurs homologues étrangères (sous peine de substituer

provisoirement un déficit de la balance commerciale par un déficit budgétaire ou par une redistribution des dépenses publiques), des décalages de temps (un achat à l'étranger se paie rarement comptant, au contraire des importations de composants des matériels militaires qui peuvent constituer des goulots d'étranglement inacceptables).

- L'industrie d'armement ne promeut pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret militaire et de la désarticulation des économies .

Pourtant, les inconvénients de la production nationale d'armement sur le développement économique des pays du Tiers-Monde sont très importants :

- L'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique. L'exportation des armes est souvent considérée comme une activité très lucrative, bien que peu d'études spécifiques aient été réalisées sur ce point. En fait, cette fonction semble assez mal remplie depuis quelques années. En effet, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs et parfois elles n'impliquent pas toujours des transactions monétaires inverses, notamment pour les pays fortement endettés ou en voie de développement ; en outre, certains matériels sont parfois vendus moins chers à l'étranger qu'à l'Armée nationale et il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange. Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence.

- En outre, il y a une inadaptation contemporaine de la technologie militaire à la technologie civile pour les effets en "tâches d'huile".

- Les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du

cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les PVD.

D) Les dépenses militaires, instrument important mais pas unique du sous-développement

La question est de savoir si la guerre ou les conflits sont des phénomènes discrets ou continus. Le monde contemporain de coexistence de deux systèmes économiques de nature antagoniste semble plutôt accréditer l'idée d'un conflit continu, de la paix armée à la menace de guerre nucléaire en passant par les guerres locales ou les mesures économiques de rétorsion. L'économie elle-même apparaît souvent comme une arme, à travers les embargos, le protectionnisme ou le potentiel économique consacré à la puissance de la nation. Il est en effet impossible, sur une longue période, de créer les conditions de la sécurité nationale sans une économie forte, à la fois pour rendre acceptable à la population l'effort d'armement et pour se doter des vecteurs militaires ou civils adéquats pour résoudre à son profit un conflit éventuel. Dans ces conditions, les pays du Tiers-Monde sont très défavorisés par leur faible capacité de défense.

En situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale. En situation de paix, si les militaires répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques ou limités par elles, ils sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain et évidemment, celui-ci dépend des tensions internationales.

Cependant, la constitution de la puissance militaire n'a pas simplement pour objectif de se défendre, car si tous les Etats ne souhaitaient que se défendre, alors quel serait l'agresseur ? La puissance économique et militaire fournit des avantages certains à ceux qui en bénéficient, notamment dans le domaine des négociations commerciales. L'économie contemporaine est un champ de guerre et une réduction des dépenses militaires peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins. Autrement dit, une réduction des dépenses militaires ou un désarmement n'ont pas seulement pour incidence éventuelle l'amélioration des résultats

macroéconomiques des pays concernés, ils modifient aussi la répartition des avantages de la croissance, ils redistribuent partiellement les cartes de compétitivité internationale et donc ils transforment certains équilibres fragiles, avec les tensions parfois insupportables que supposent les périodes de mutation.

Dans ces conditions, un désarmement pour le développement, aussi utile soit-il en soi pour l'ensemble de l'humanité, doit être engagé avec prudence.

II - LE DESARMEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

Les dépenses militaires ont connu depuis le début de ce siècle un essor considérable passant d'un indice 100 en 1908 à un indice 3300 en 1988, avec une efficacité des armes (bang for a buck) croissante.

A) L'importance économique du fait militaire

Pour 1988, plus de 1000 milliards de dollars de dépenses militaires sont prévus. Ces estimations sont très grossières, car les dépenses militaires des Etats sont très mal connues. Le secret militaire, les définitions hétérogènes et les difficultés techniques des comparaisons intertemporelles et internationales limitent la qualité des informations disponibles. Ainsi, les dépenses militaires officielles de l'URSS en 1985 étaient de 19 millions de roubles, soit à peu près 23 milliards de dollars. Si pour le SIPRI, les Etats-Unis dépensent approximativement 20 % de plus que l'URSS pour leur défense, pour l'USACDA les 20 % supplémentaires sont à mettre au profit de l'URSS (15). Les Nations Unies ont engagé des études susceptibles d'améliorer la comparaison internationale des dépenses militaires, mais l'URSS a non seulement refusé d'y participer, même si sa position semble avoir évolué depuis un an (16).

- L'effort militaire absorbe 6 % de la richesse annuellement produite dans le monde. Ainsi, les dépenses nucléaires mondiales ne dépassent certainement pas 12 % des dépenses mondiales, malgré la grande peur que ces armes inspirent. Ainsi une réduction des dépenses militaires de l'ordre de 10 % n'est applicable que si elle s'applique aux différents types d'armement.

- La valeur de la production industrielle militaire est estimée à plus de 250 milliards de dollars, dont moins du quart vendue à l'exportation. Malgré le développement de la production d'armes dans les pays du Tiers-Monde, les pays en voie de développement ne représentent que 2 % de la production mondiale.

- En 1981, les quantités d'aluminium, de cuivre, de nickel et de platine destinées à l'effort de défense étaient supérieures à celles consommées, à des fins civiles, par l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine réunies.

Tableau 4 - Consommation militaire des minéraux en 1981 (en pourcentage de la consommation totale)

Minéraux	Pourcentage consommation militaire/ Consommation totale
Aluminium	6,3
Chrome	3,9
Cuivre	11,1
Fluorine	6
Minerai de fer	5,1
Plomb	8,1
Manganèse	2,1
Mercure	4,5
Nickel	6,3
Platine	5,7
Argent	6
Etain	5,1
Titane	40
Tungstène	3,6
Zinc	6

- En 1987, plus de 50 millions de personnes sont employées directement à l'effort militaire et 40 millions d'individus exercent une activité en rapport étroit avec les nécessités de la défense nationale. Les estimations ne sont pas très précises. Selon l'USACDA, près de 29 millions de personnes étaient sous les drapeaux dont plus des deux tiers pour les seuls pays en voie de développement. Selon l'IISS, les forces paramilitaires dépasseraient 30 millions de personnes occupées.

Tableau 5 - Les forces armées des grandes puissances en 1985 (en milliers)

Pays	Militaires	Réservistes	Paramilitaires
Etats-Unis	2157	1212	179
URSS	5300	5400	600
France	464	393	90
RFA	478	770	20
Italie	385	799	6
Royaume-Uni	327	294	
Pacte Varsovie	6340	8629	1321
OTAN	5379	6900	625
Chine	3900	5377	12000
Taiwan	444	1470	25
Corée du Sud	598	4822	4100
Corée du Nord	838	540	3100
Vietnam	1027	3000	1560
Inde	1260	250	260
Cuba	161	165	1418

- Mais surtout, il est intéressant de noter que plus de 500000 scientifiques de haut niveau travaillent essentiellement pour le secteur militaire et que la recherche-développement mondiale, fortement dominée par les Etats-Unis, l'URSS, la RFA, la France, le Royaume-Uni et le Japon (plus de 90 % de la R & D mondiale) est financée pour plus du quart des sommes totales investies par le secteur militaire. En utilisant le système de l'imputation des coûts fixes, la R&D militaire représente près de 38 % des dépenses mondiales totales correspondantes. Actuellement, l'Union Soviétique dépense plus de la moitié de ses dépenses de R & D à des fins militaires et l'initiative de défense Stratégique ("guerre des étoiles") lancée par Reagan en 1983 a fait passer les dépenses de R&D militaires de 50 à 70 % des sommes publiques dépensées à cette fin. Le SIPRI a mis en évidence le fait que le produit militaire exige des coûts de recherche 20 fois plus élevés que ceux des produits civils moyens.

B) Les analyses économiques des dépenses militaires

L'idée selon laquelle les dépenses militaires constituent un détournement inadmissible des ressources disponibles pour le bien-être de l'humanité est inscrite dans la Charte des Nations Unies. L'opinion publique mondiale en est souvent intimement persuadée, mais malgré ces facteurs favorables à une réduction

des dépenses militaires, la course aux armements se poursuit inexorablement.

Dans la lignée de la réflexion mercantiliste (17), les dépenses militaires sont analysées comme un facteur important des relations internationales, notamment dans la détermination des dominations et des impérialismes. Il faut dire que les idéologies contemporaines ne favorisent guère un rapprochement durable. Selon la théorie marxiste, la croissance des dépenses militaires est une nécessité du système à économie de marché, pour lutter contre les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. Dans une étude célèbre (18), des experts américains se sont interrogés sur l'utilité des guerres et ils ont conclu à l'importance des fonctions de la guerre, notamment pour la stabilité des économies nationales et des gouvernements. Ils ont considéré que l'effort militaire, en stérilisant une partie du surplus économique et en améliorant l'unité nationale, était une condition nécessaire à la puissance et au développement économique des Etats-Unis. Les substituts à la guerre n'existent pas vraiment. Le gaspillage organisé que les dépenses militaires suscitent est nécessaire à la pérennité du système américain. Cette théorie a été prolongée par plusieurs auteurs, notamment par Jacques Attali (19) qui analyse la guerre comme la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. L'histoire du capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Inversement, les théoriciens libéraux considèrent que la course aux armements est due à la volonté hégémonique et impérialiste du communisme. Enfin, l'idée selon laquelle les conflits s'expriment aussi avec des armes économiques renforce l'hétérogénéité de l'analyse économique des dépenses militaires et la rend encore plus contestable.

Au fond, un désarmement sans éradication des causes qui fondent la course aux armements est probablement voué à l'échec, sauf à limiter son ambition au très délicat concept de réduction, voire de suppression du surarmement.

C) Le lien entre désarmement et développement

Les dépenses militaires satisfont le besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire : si elles empêchent les conflits par la dissuasion à l'agression extérieure, elles

participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police ou de justice), mais elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de la guerre, et dans ce contexte, elles sont anti-économiques, en détruisant sans contrepartie. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien de la sécurité internationale et, dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires pourrait être envisagée, puisque le besoin de sécurité supplémentaire des deux pays n'est pas satisfait. C'est dans ce contexte que peut se situer une négociation sur le désarmement pour le développement, puisqu'à sécurité égale, les réductions des dépenses militaires sont susceptibles d'améliorer leur développement économique.

Si en outre, on considère que les dépenses militaires n'améliorent pas le bien-être des peuples, on peut se demander si l'insécurité ne le détériore pas au moins autant. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire : si elles empêchent les conflits par la dissuasion (nucléaire, conventionnelle, etc.), elles participent indirectement, et pas seulement par la négative, à l'amélioration du bien-être - si ce n'est du niveau de vie - des populations. La sécurité des collectivités et des personnes n'est pas un don inné de la nature, bien au contraire. Dans ces conditions, les dépenses militaires peuvent satisfaire un besoin essentiel des hommes, celui de vivre selon les règles que les collectivités auxquelles ils appartiennent se sont données. Cependant, il arrive souvent que les effets de domination qu'engendre la force militaire ou certaines formes de militarisation de l'économie produisent, au moins conjoncturellement, des effets positifs sur les économies nationales dominantes. Au niveau mondial, une telle relation est évidemment négative.

D) Les difficultés de mise en place d'un désarmement pour le développement

Il existe quatre obstacles fondamentaux à la réduction des dépenses militaires : la méfiance et l'absence de volonté politique des Etats, la représentativité imparfaite des dépenses militaires comme indicateur des forces en présence, le secret des informations statistiques et budgétaires concernant le secteur de la défense dans tous les pays, selon des degrés d'intensité d'ailleurs très variables, et le danger d'une réduction des dépenses militaires qui ne chercherait pas à limiter partiellement les causes de la course aux armements.

La puissance économique et militaire fournit des avantages certains à ceux qui en bénéficient, notamment dans le domaine des négociations économiques, monétaires et commerciales. L'économie contemporaine est un champ de guerre. Une réduction des dépenses militaires modifie les rapports de force internationaux, elle peut conduire à une redistribution de la carte de la compétitivité internationale, et donc elle est susceptible de transformer certains équilibres économiques et stratégiques fragiles. Le désarmement négocié sans prolongement dans le domaine économique et social aurait un avenir très incertain, puisqu'il pourrait conduire à de nouvelles inégalités et à l'apparition des tensions propres aux périodes de mutation, créant ainsi les conditions d'un réarmement progressif.

1) L'étude impressionnante de Léontieff et Duchin (20), le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique. En ce sens, un désarmement pour le développement est une procédure satisfaisante. Avec leur modèle mondial, ils mettent en évidence le fait qu'une mesure de désarmement aurait un effet positif pour l'ensemble des régions du monde et que les transferts de ressources augmenteraient très sensiblement la consommation et le PIB par habitant des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à faibles revenus ou de l'Afrique tropicale. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés, faiblement peuplés, n'en sont pas moins faiblement significatifs. Ainsi, une réduction de 1,2 % des dépenses militaires par an de 1980 à l'an 2000 favoriserait la croissance économique de tous les pays, 1 % pour le Japon, 0 % pour les pays de l'OPEP, 1,5 % pour l'Amérique du Nord, 3 % pour l'Europe, 10 % pour les pays d'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique tropicale..., ces chiffres pour les vingt années. Autrement dit, lorsque l'on voit l'incapacité des prévisionnistes à déterminer des taux de croissance corrects pour l'année écoulée et encore plus pour les cinq années à venir, on doit se rendre à l'évidence et considérer que ces chiffres ne sont que faiblement significatifs. Ils ont seulement l'intérêt de fournir le sens prévisible, toutes choses étant égales par ailleurs, d'un désarmement pour le développement.

2) Les études que nous avons pu mener (21) ont mis en évidence les difficultés à court terme d'une procédure de désarmement pour les grandes puissances, compte tenu de la dépendance de certaines industries à l'égard du secteur militaire et de la difficulté de la reconversion des activités. Autrement dit, s'il est

vrai qu'à long terme le désarmement est certainement un facteur positif pour le développement économique de toutes les Nations, à court terme, il soulève des difficultés importantes.

3) Pour les pays en voie de développement qui n'ont pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale dans le maintien de l'ordre intérieur ou à des produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car elle favorise l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement ou indirectement concernées par les activités d'armement. A long terme, les effets devraient être positifs, si la régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement ne conduit pas à des effets d'irréversibilité, notamment en matière de conversion d'activité.

4) Un transfert ne peut favoriser le développement économique que s'il n'est pas confisqué par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs pour le pays en voie de développement (exportations de capitaux, importations de produits de luxe, par exemple). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt que s'il s'incarne dans une activité fortement productive. Parfois, du fait des effets de démonstration qu'il suggère, le transfert peut avoir un effet négatif par les tensions inflationnistes qu'il provoque. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays pauvres. Ainsi, James LÉBOVIC (22) a pu mettre en évidence la prédominance des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine, aussi bien sous la présidence de Carter pourtant fortement imprégnée de défense des droits de l'homme que sous la présidence de Reagan, largement influencée par la recherche de la puissance militaire nécessaire à la sécurité américaine. Au fond, Reagan cherche l'alignement politique du receveur, alors que Carter offrait une aide incitative, mais les mécanismes qui dominent l'aide américaine se perpétuent. Les intérêts économiques américains déterminent ensuite l'assistance allouée aux pays en voie de développement, bien avant l'expression des besoins humains manifestés par les pays receveurs. Ainsi donc, l'aide répond d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du donateurs et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers-Monde.

Pourtant, le désarmement du sur-armement est une nécessité vitale, qui va au-delà même des rationalités fondées sur le passé.

E) La création d'un FIDD

La création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement n'est pas une idée nouvelle (23). Dans le cadre des Nations Unies, une proposition avait déjà été faite en 1955 par le Président Edgar Faure et elle a été reprise plusieurs fois, notamment en 1956 et 1973 par l'Union Soviétique et en 1978 par la France. Le Rapport du Groupe d'Experts Gouvernementaux réuni par les Nations Unies sur les relations entre le désarmement et le développement a constitué une étape importante dans la compréhension politique et économique de l'intérêt et des limites de la création d'un FIDD. L'idée de ce Fonds a été maintenue par une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies (1983) recommandant "une enquête sur les modalités d'un fonds international du désarmement pour le développement", entreprise par l'UNIDIR (24) dont le rapport a été rendu public à la fin de l'année 1984. Enfin, en 1983, le Président MITTERRAND a proposé une procédure en deux temps : d'abord la réunion d'une Conférence internationale indiquant les buts essentiels du transfert d'une réduction des dépenses militaires au profit du développement ; ensuite, l'ouverture d'une Conférence internationale des Nations Unies adoptant un traité ouvert à l'adhésion de tous les Etats sur le problème du désarmement pour le développement. La participation des grandes puissances militaires à ce traité était une condition suspensive. L'échec de la Conférence de Paris est dû principalement au refus des Etats-Unis d'y participer.

Il est probable même qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations d'échange, qui ne peuvent pas être mesurées par les études économétriques, qui n'appréhendent en général, que des évolutions à court terme, dans lesquelles le passé (caractérisé par la course aux armements) se répète dans l'avenir.

C'est pourquoi la création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement est hautement symbolique : elle exprime le refus des Etats d'utiliser volontairement le secteur militaire à des fins de développement national basé sur la puissance des armes et les effets de domination militaire. En ce sens, elle présente un intérêt politique indéniable.

Si le désarmement en lui-même devrait avoir un effet positif sur le développement économique, à condition de maintenir un équilibre en matière de sécurité internationale, le transfert des ressources des pays riches vers les pays pauvres semble, a priori, une mesure intéressante pour réduire les inégalités de développement. Cependant, il existe des écueils qu'il convient soigneusement d'éviter, à la fois pour les pays développés et pour les pays en voie de développement et dans la relation entre développement et désarmement.

a) Les pays développés

Pour les pays développés, les contrats militaires et les industries d'armement créent des avantages acquis qui sont, politiquement et économiquement, difficiles à remettre en cause. Le désarmement risque de provoquer, à court terme, une augmentation du sous-emploi, des restructurations parfois douloureuses, des réductions de salaires... Les gouvernements seront amenés à trouver des solutions à ces conséquences immédiates et ce faisant, ils n'accorderont que de faibles dons aux pays en voie de développement. D'autant que la conversion des activités militaires en activités civiles n'est pas toujours, techniquement et économiquement, possible. Il existe peu d'études sur le thème de la conversion (25), mais on sait qu'elle peut coûter cher. Changer une entreprise de tanks en une entreprise de camions tout terrain est certainement possible, mais il se posera alors le problème critique du coût des produits et de l'existence d'un marché adéquat. Ce n'est pas parce que l'on sait transformer une production d'avions militaires en avions civils que l'on est capable de développer simultanément un marché déjà bien engorgé. Si l'on souhaite que le Fonds International de Désarmement pour le Développement ait une chance de naître, il faut chercher à rendre nul ou très faible le coût que les pays développés auront à subir, car il est peu probable que les gouvernements des grandes puissances acceptent de reconnaître que la répartition des richesses est trop injuste et que les pays développés doivent céder une partie de leur richesse pour le bien-être des pays les plus pauvres. Ce qui serait aussi un acte politique d'une importance majeure.

b) Les pays en voie de développement

Il faut que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit au total paupérisant. Un transfert peut ne pas favoriser le développement économique s'il est confisqué par un

groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs pour le pays (exportations de capitaux, biens de luxe importés, etc...). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt économique pour un pays que s'il s'incarne dans une activité fortement productive. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays les plus pauvres. Si le transfert se fait en monnaie inconvertible, le pays receveur doit nécessairement se fournir dans le pays donateur, qui peut en profiter pour réintroduire des flux d'échanges inégaux. Si le transfert se fait en nature, il n'est pas évident que le produit concerné satisfasse les besoins de développement des pays receveurs ; par exemple, si l'aide se fait sur une marchandise qui concurrence directement ou indirectement l'industrie nationale du pays pauvre, le résultat, à terme, peut être très négatif pour le Tiers-Monde, d'autant que chaque produit charrie une culture et les valeurs dominantes de la société dans laquelle il a été créé.

c) Les problèmes stratégiques et politiques

Si les facteurs économiques sont importants dans le concept de désarmement pour le développement, les contraintes stratégiques et politiques apparaissent déterminantes. En effet, au niveau stratégique, le niveau des dépenses militaires est un indicateur très imparfait de la puissance d'un pays. Les mêmes dépenses conduisent à des situations de sécurité très différentes en fonction de la situation géographique, des accords internationaux de limitation des armements ou du "bang for a buck" différent des types d'armes choisis. Ainsi, réduire de 10 % les dépenses militaires de deux pays à dépenses équivalentes ne conduit certainement pas à une réduction homothétique des forces. C'est pourquoi un accord financier sur la réduction des dépenses militaires implique aussi une réflexion stratégique sur l'évolution comparée des forces. D'autre part, au niveau politique, l'idée d'un désarmement pour le développement ne doit pas simplement être un instrument de négociation sans portée opérationnelle souhaitée. En fait, ce qui manque fondamentalement, c'est la volonté politique des grandes puissances à réduire leur potentiel militaire. Si le désarmement pour le développement pose des problèmes économiques et stratégiques spécifiques (il n'est en effet pas acquis que l'union des deux améliore réellement les possibilités de solution de l'un et de l'autre), il n'en reste pas moins vrai que ces deux contraintes pourraient être levées si les Etats le souhaitaient vraiment.

La valeur symbolique du lien entre désarmement et développement à travers la création d'un Fonds spécifique serait considérable. Elle mettrait en évidence la volonté des Etats de traiter ensemble des deux problèmes cruciaux de notre époque : la crise économique et la course aux armements. Il s'agirait là d'un premier pas peut-être décisif pour chercher des solutions concrètes à l'un et à l'autre. Il est possible d'être sceptique sur l'intérêt économique d'un tel Fonds s'il ne dépasse pas un montant minimal d'opérations financières. Cependant, son intérêt politique et moral serait suffisamment considérable dans le sens d'une plus grande fraternité mondiale, pour que le projet mérite d'être soutenu. C'est pourquoi la variante au FIDD proposée par la France (26) à la Conférence sur le Désarmement pour le Développement d'une utilisation civile, pendant un certain laps de temps, d'une activité militaire (construction de ponts, éducation, etc...) nous paraît une régression. Cette option a plusieurs avantages : il n'y a pas vraiment désarmement (et donc la fonction sécurité n'est pas modifiée), la reconversion des activités est alors partiellement au moins démontrée, et les Etats potentiellement donateurs seraient plus favorables à cette solution sans grands risques. Par contre, les inconvénients sont très importants : accusations de néo-colonialisme, faiblesse de la productivité civile d'activités fondées sur les principes militaires, ou limite des potentialités d'utilisation de cette procédure. En fait, la première solution nous paraît certainement préférable, pour de simples raisons de dignité.

C'est pourquoi l'idée de désarmement pour le développement, pour noble et symbolique qu'elle soit, ne peut avoir de chance d'aboutir que si les Etats sont réellement décidés à la promouvoir. C'est l'absence de volonté politique des Grandes Puissances qui a eu raison de la Conférence de New York. Pourtant, il faudra bien qu'au-delà des petites rationalités et des grandes ambitions, le monde s'ouvre à la sagesse non pas en désarmant pour développer, mais en désarmant parce que les raisons fondamentales des conflits, à savoir l'injustice, les inégalités et la violence seront en régression. Pour les pays en voie de développement, il a souvent été affirmé que les dépenses militaires se faisaient au détriment des dépenses de santé. Cette question mérite d'être soulevée à la lumière des études récentes.

III - SANTE, DEVELOPPEMENT ET MILITARISATION

La santé d'un pays est étroitement corrélée à son niveau de développement quand bien même il existe des spécificités nationales, probablement dues au climat, à la génétique, au mode de vie, aux habitudes de consommation, etc... Depuis 1960, la croissance économique des PVD a été globalement importante, 3 % par an jusqu'en 1973, 2% par an après et l'on peut donc s'attendre à une amélioration sensible de l'espérance-vie des populations. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, l'espérance-vie de la population mondiale est passée de 43 à 59 ans et les progrès ont été surtout importants dans les PVD. Des pays comme le Mexique ou la Corée ont progressé en 30 ans autant que la Suède en un siècle. Taiwan et Singapour ont des taux de mortalité équivalents à celui de la France, alors que la Corée du Sud a un taux comparable à celui du Portugal. En Amérique Latine, les progrès sociaux, économiques et démographiques ont souvent été en étroite corrélation.

Généralement, la condamnation de la course aux armements est assortie d'une d'un lien avec la situation sanitaire des Etats les plus pauvres. Dans ces conditions, il est implicitement fait état d'un effet d'éviction des dépenses militaires sur les dépenses de santé, aussi bien d'ailleurs dans les pays développés que dans pays en voie de développement.

A) L'état de santé des pays du Tiers-Monde

L'état sanitaire de la plupart des pays en voie de développement (PVD) reste très préoccupant et des régions entières sont encore menacées de famine, de manque de soins et d'épidémies.

En 1985, l'Ethiopie, le Bangladesh, le Burkina Fasso, le Mali, le Bhoutan, le Morambique, le Népal, le Malawi, le Zaire et la Birmanie ont des PNB par habitant inférieurs à 200 dollars l'an, contre 16690 \$ pour les Etats-Unis, 16370 \$ pour la Suisse, 13680 \$ pour le Canada ou 19270 \$ pour les Emirats Arabes Unis. L'espérance-vie est de moins de 46 ans au Burkina Fasso, au Bhoutan, en Ethiopie, au Malawi, au Niger, en Guinée (40), au Sierra Leone, en République Arabe du Yemen , alors qu'elle est de plus de 75 ans à Hong Kong, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, en France, en Australie, en Finlande, au Japon, en Suède, au Canada, en Norvège, aux Etats-Unis et en Suisse.

On constate d'autre part que les pays à faible revenu ont souvent une croissance négative (Mali, Mozambique, Togo, Madagascar, Niger, Soudan, Haïti, Ghana par exemple) et qu'il y a même parfois une baisse de la production alimentaire par habitant depuis 1970 (Ethiopie, au Ghana, au Mozambique, au Niger, au Kenya, au Sri Lanka, en Mauritanie, au Nicaragua, au Botswana par exemple), alors que ces pays sont en voie de développement et qu'une telle décision n'a probablement pas été volontaire. De plus, la dette extérieure s'est considérablement développée. En 1985, plusieurs pays en voie de développement ont plus de décaissements en flux de capitaux que d'encaissements (Bolivie, Nigéria, Cameroun par exemple). L'aide publique aux pays en voie de développement est passée de 6,5 milliards de dollars en 1965 à 37 milliards de dollars en 1986, soit de 0,48 % du PNB des pays de l'OCDE à 0,36 %

En matière d'indicateurs de la santé, on constate que l'apport journalier de calories par habitant a baissé entre 1965 et 1985 en Ethiopie, au Bangladesh, au Burkina Fasso, au Mali, au Bhoutan, au Mozambique, soit les six pays les plus pauvres du monde et ils ne sont évidemment pas les seuls (sur les 37 pays à faible revenu, c'est le cas de 23 pays et chaque tchadien n'a maintenant plus que 1500 calories par an contre 2400 calories 20 ans plus tôt). Ajoutons que le français moyen, l'américain moyen, le canadien moyen ou le russe moyen disposent respectivement de 3360, 3663 et 3432 et 3440 calories par jour.

Le taux de mortalité infantile des enfants de moins de 1 an, même s'il a diminué depuis 20 ans, sauf en Ethiopie) reste très élevé, plus de 12 % en Ethiopie (17 %), le Bangladesh, le Burkina Fasso, le Mali, le Bhoutan, le Mozambique, le Népal, le Malawi, le Niger, la République Centrafricaine, le Rwanda, la Somalie, la Guinée, Haïti, le Sierra Leone, le Sénégal, le Tchad, la République Démocratique Populaire Lao, la mauritanie, le Libéria, le Yemen du Sud, le Yemen du Nord, et l'Angola, alors que la plupart des pays occidentaux ont des taux inférieurs à 1 %. Entre 1 et 4 ans, un petit éthiopien ou guinéen a plus de 100 fois plus de chance ou de malchance de mourir qu'un petit français, russe ou américain.

Il y a un médecin pour plus de 17000 personnes dans les pays à faibles revenus, contre un médecin pour 530 personnes dans les pays industriels à économie de marché et un médecin pour 270 personnes en URSS. Il y a une infirmière pour plus de 7500 personnes dans les pays à faibles revenus et une infirmière pour 180 habitants dans les pays développés. La croissance démographique n'a pas réduit la croissance de l'alphabétisation.

Dans les PVD on est passé de 250 millions d'adultes sachant lire et écrire à plus de 1,5 milliards en 1987, à un rythme deux fois supérieur à celui de la croissance démographique. Le capital scolaire est en expansion rapide dans les pays pauvres, même si dans les PVD une femme sur deux est illétrée.

La situation économique et sanitaire des PVD reste très précaire, quand bien même l'amélioration est indubitable. Face à ce problème, la Banque Mondiale a émis un diagnostic et a proposé des solutions nationales qui ne pourront toutefois complètement évacuer les actions internationales entreprises notamment par l'OMS.

a) Amélioration de la santé dans les PVD

La santé dans les PVD peut s'analyser d'abord à travers la croissance démographique, ensuite par l'état sanitaire des pays concernés.

1) La croissance démographique

L'amélioration de la santé dans les PVD se constate d'abord par une croissance démographique dont l'interprétation fait l'objet de nombreux débats. C'est le lieu de confluence des idéologies, où les faits interpellent constamment les théories. L'Inde a échappé aux famines, alors que la Chine que l'on croyait à l'abri a sombré dans la plus grande famine du siècle (1959-1961), alors que l'Afrique sous-peuplée s'est enfoncée dans une sous-alimentation chronique. En outre, l'Europe a creusé l'essentiel de son écart de niveau de vie par rapport aux autres pays en période d'explosion démographique. Au fond, la vieille théorie de Malthus selon laquelle il existerait une course entre le taux de croissance de l'économie et le taux de croissance de la population est inadéquate. La théorie de Malthus a cessé d'être vraie à l'époque même où elle a été conçue. Malthus ignore les vertus du progrès technique (productivité agricole, amélioration de la médecine). L'histoire récente montre que l'accroissement démographique contrôlé est souvent un symptôme de progrès économique et par certains aspects un moteur du développement.

La croissance démographique est souvent l'effet d'une baisse considérable de la mortalité. La transition démographique conduit à des déséquilibres transitoires (qui peuvent durer un siècle) caractérisés par une croissance démographique très forte. Il est probable que les pays asiatiques sont arrivés au bout de cette transition, car l'apogée de la croissance démographique se trouve

derrière elle, alors que l'Afrique a encore un large potentiel devant elle. Au fond, c'est le progrès médical qui favorise cette explosion démographique : disparition de la peste, de la variole, raréfaction des grandes épidémies, contrôle sanitaire, développement de l'hygiène, amélioration de l'éducation sanitaire. En outre, l'ère des grandes famines s'est achevée.

Surtout, depuis quelques années, l'espérance-vie est parfois supérieure dans certains pays en voie de développement que dans les pays développés. On vit plus longtemps à Porto Rico qu'à New York et le Pacifique concurrence largement les records du monde des terres froides et bien administrées de l'Europe du Nord-Ouest. Ainsi, l'espérance-vie des femmes japonaises dépasse 80 ans. Des pays comme le Brésil ou le Mexique ont une espérance-vie comparable à celle de l'URSS. Les raisons sont liées à la maîtrise de la vie et à l'ascétisme sexuel, à la chute de la fécondité sur toute la surface de la terre, au renversement des obstacles culturels (notamment la promotion de la femme) et au phénomène de capillarité sociale. Pour les pays africains, il y a actuellement une surmortalité due aux guerres civiles, aux déplacements de la population, à la sécheresse, à une production alimentaire inférieure à la croissance démographique, à la régression du PNB par habitant, à la désorganisation des structures sanitaires, à la diminution de la disponibilité des médicaments.

2) L'état sanitaire

L'état sanitaire a des composantes multiples.

i) La situation politique est souvent essentielle. En situation de guerre, par exemple, la mortalité indirecte par la désorganisation de l'économie est beaucoup plus importante que la mortalité due au conflit lui-même. Au fond, la santé est un facteur et une conséquence du développement et il est probablement très difficile de déterminer sans ambiguïté une relation unique de cause à effet.

ii) L'accessibilité des territoires et l'effet densité sont des instruments importants de la santé, avec des effets positifs et négatifs. Les zones urbaines sont souvent mieux soignées que les zones rurales, mais en situation d'épidémie, le taux de mortalité croît plus rapidement, encore que les investissements de santé lourds peuvent être envisagés qui réduisent ces risques.

iii) Le développement économique permet une amélioration du logement, de l'habillement, de l'alimentation, des services d'assainissement, des services médicaux.

iv) La réduction des inégalités améliore la qualité de santé d'une population. Ainsi, la Grande-Bretagne et le Costa Rica qui ont un système d'assurance couvrant la quasi-totalité de la population bénéficient de meilleurs résultats que les Etats-Unis ou le Guatemala en ce qui concerne la disponibilité et la qualité des soins moyens.

v) Le progrès technique est un élément essentiel et bien connu de l'allongement de l'espérance-vie, notamment par la découverte des médicaments anti-infectieux, les vaccinations, l'amélioration de l'instruction.

Il faut améliorer les stratégies médicales par des politiques nationales de santé et l'amélioration des soins primaires. Aujourd'hui, l'OMS insiste sur l'importance des structures médicales fixes (dispensaires et hôpitaux ruraux) fonctionnant avec un personnel qualifié.

b) Le constat de la Banque mondiale (27)

En dépit du vif recul de la mortalité dans les PVD, la maladie est encore très présente, puisque les taux de mortalité infantile étaient huit fois plus élevés en moyenne dans le Tiers-Monde que dans les pays industrialisés. Dans certaines régions d'Afrique, un cinquième des nourrissons meurent la première année. Or, la plupart de ces maladies pourraient être évitées, notamment dans l'aptitude des systèmes de santé à fournir les services de base et à assurer l'information des familles pauvres. Dans le même temps, l'augmentation des revenus, le vieillissement de la population et l'urbanisation accroissent la demande de services hospitaliers. Ces deux tendances contradictoires mettent à contribution les services de santé des PVD, dont l'essor est freiné par la crise économique mondiale, par la dette extérieure et par les déficits publics.

La question est alors de savoir comment financer l'expansion des services de santé de ces pays. La Banque mondiale préconise une réduction de la participation de l'Etat aux services de santé dispensés à titre individuel vers les services de santé de base, tels que l'immunisation, qui profitent à la collectivité. Il y aurait ainsi un report indirect des frais de santé actuellement dispensés au profit des populations urbanisées plus nanties vers des

services moins onéreux dont bénéficieraient plus particulièrement les pauvres des villes et des campagnes.

1) Les problèmes du secteur de la santé dans les PVD

Trois critiques essentielles sont faites : la mauvaise orientation d'ensemble du secteur de la santé, l'inefficacité interne et l'injustice sociale.

i) Une mauvaise orientation d'ensemble est à l'origine des graves problèmes du système de santé des PVD. Les gouvernements s'engagent dans des investissements trop coûteux et peu de dépenses sont affectées aux services de base qui disposent pourtant d'un bon rapport qualité/coût. Il conviendrait donc en priorité de lutter contre les maladies transmissibles, pour l'immunisation, l'éducation sanitaire, le planning familial, la protection maternelle, l'utilisation de médicaments efficaces et peu coûteux. Ainsi, au Bangladesh, s'il existe des établissements spécialisés coûteux (orthopédie, maladies cardio-vasculaires, ophtalmologie) dont profitent un très petit nombre de personnes, il y a plus de 300000 personnes de plus de 10 ans atteints de tuberculose et laissés sans soin, alors que plus de 200000 enfants meurent chaque année de tétanos et de pneumonie. Cependant, il ne faut pas croire non plus que les unités de soins décentralisés sont la panacée à la solution des problèmes de santé des pays du Tiers-Monde. Les agents de santé villageois n'ont pas répondu à l'attente des experts car leur efficacité et leur compétence n'ont pas toujours été prouvées sur le terrain. S'il est probablement peu coûteux, au départ, d'entreprendre une action positive avec de faibles moyens, notamment par la décentralisation des soins jointe à une information compréhensible des populations sur les mesures d'hygiène et de soins, les coûts croissent assez rapidement au fur et à mesure que l'on améliore globalement le système de santé.

ii) L'inefficacité interne des services de santé a des effets catastrophique. Les ressources disponibles ne sont pas dépensées à bon escient.

- Ainsi, on utilise des services très spécialisés à la place d'unités plus rudimentaires. Les services urbains (taux d'occupation des hôpitaux de 80 % pour les villes contre 40 % dans les campagnes colombiennes ou somaliennes) sont surpeuplés, les services ruraux sous-peuplés. Il faut dire que les premiers dispensent souvent des services gratuits, le personnel y est bien formé et les installations sont plus adéquates.

- En période de crise, il y a une recherche d'économies des gouvernements en matière de médicaments. Or, ceux-ci ne sont qu'une part minime des coûts de la santé. Ainsi, en Zambie, les services de santé gratuits sont inefficaces car privés de carburants, alors que les services de santé privés sont prospères.

iii) L'injustice sociale est un facteur incontestable de dégradation de l'état sanitaire d'une population. 70 % des soins sont effectués en milieu urbain, alors que la majorité de la population des PVD se trouve en zone rurale. A Lima, les services de santé coutent cinq fois plus par habitant que dans les zones rurales du Pérou. Le problème n'est pas tant dans l'articulation des systèmes de santé autour des hôpitaux que dans l'absorption excessive des subventions des hôpitaux urbains, dont bénéficient d'abord les populations aisées. Ainsi les gros hôpitaux ultra-modernes qui grèvent jusqu'à 80 % des budgets de santé sont d'une efficacité contestable, car souvent inadaptés aux conditions locales. Dans ces conditions, ces investissements que représentent ces grands hôpitaux, généralement situés dans la capitale, se substituent aux autres formes d'infrastructure sanitaire et sont susceptibles globalement de produire des effets plutôt négatifs sur l'état sanitaire des campagnes.

2) Les réformes encouragées

Pour la Banque Mondiale, il y a quatre possibilités : faire payer les usagers, mettre en place un système d'assurance-maladie, encourager le développement du secteur privé et décentraliser certains services de la santé.

i) Le paiement des usagers existe, mais la plupart des pays ne font pas payer ou ne font pas payer au prix coutant les services de santé. Les services curatifs bénéficient actuellement pour les trois quarts de leur coût aux populations les plus aisées, dont au moins 60 % est à la charge de l'Etat. Le service public de santé n'est alors pas en mesure de collecter les recettes auprès de ceux qui seraient prêts à payer leurs soins. Dans ces conditions, la fiscalité devient très lourde à supporter. La Banque mondiale recommande une participation même modeste pour les médicaments et les soins curatifs, étant entendu que les programmes préventifs resteraient gratuits. Il faudrait en outre mettre en place un système de protection des plus démunis.

Trois étapes sont alors recommandées.

- D'abord, l'accessibilité et la disponibilité des services doivent être raisonnables, sous peine de sous-utilisation.

- Ensuite, les recettes dégagées doivent bénéficier aux programmes les plus efficaces (prévention, soins curatifs pour les pauvres).

- Enfin, il faut prendre en charge la protection des pauvres qui ne peuvent prendre en charge leur participation, par exemple, en supprimant la tarification dans les zones rurales pauvres ou dans les bidonvilles, ou en distribuant des bons aux pauvres. Evidemment, il y aurait quelques tricheries, mais le système avant d'être parfait doit avoir un début de commencement.

ii) Il faut mettre en place un système de protection sociale pour permettre à l'Etat de cesser de subventionner les soins curatifs coûteux des hopitaux. Or, ce système n'existe pas dans la plupart des PVD, notamment en Afrique ou en Asie du Sud. La Chine fait exception à la règle et moins de 15 % de la population des PVD est assurée. Dans les pays à revenu intermédiaire la plupart des assurés bénéficient de la couverture sociale prévue par les régimes d'assurance sociale financés par l'Etat ; les assurances privées, le système de retenue à la source ou les mécanismes de couverture financé par les employeurs sont encore relativement rares. Les salariés du secteur moderne contribuent au financement de leurs soins, par l'impôt sur les salaires pour financer l'assurance sociale. Mais il y a alors souvent dérapage, en ce sens que les soins étant alors considérés comme gratuits, ils ont tendance à augmenter excessivement. Il faut laisser une partie des coûts au financement direct des particuliers, par un système de franchises ou de coupons. Il conviendrait d'instaurer une concurrence entre les organismes pour éviter l'escalade des coûts de l'assurance et les régimes financés par l'Etat doivent éviter le recours à l'impôt.

iii) Il faut encourager l'initiative et la gestion du secteur privé. Les paiements aux personnels de la santé peuvent représenter plus de 50% des dépenses totales de santé. Le développement des services privés réduit la charge administrative et budgétaire et élargit les options offertes aux bénéficiaires. Pour les soins curatifs de base, les services privés sont plus efficaces que les services publics, à un coût plus faible. Pourtant la plupart des Etats découragent l'initiative privée, même lorsqu'elle est

bénévole. L'Etat doit, autant que faire se peut, éviter de prendre directement en charge la gestion des services de soin. Il doit limiter son action à celui de la formation et de la réglementation en matière de santé. Il doit assurer la recherche, fixer des normes, protéger les malades contre les charlatans, diffuser l'information sur les produits pharmaceutiques ou les moyens de protection sociale. Dans les pays où existe une couverture des risques pour les plus pauvres, le secteur privé pourrait gérer l'ensemble des soins curatifs, les soins préventifs restant à la charge de l'Etat. Enfin, toute solution intermédiaire est envisageable.

iv) La décentralisation de certains services publics est susceptible d'améliorer la gestion courante des services de santé. Si certains services doivent rester centralisés comme la lutte contre les maladies propagées, il est souvent préférable de laisser une grande liberté d'action au niveau régional pour des raisons de commodités et de souplesse. La décentralisation doit être importante, notamment lorsque les transports sont malaisés, impliquant une autonomie financière et une organisation locale spécifique et adaptée. C'est probablement la recommandation la plus difficile à mettre en oeuvre. Ces réformes ne résoudreont pas tous les problèmes de santé, mais elles pourraient fournir de meilleurs résultats, sans gréver substantiellement les budgets actuels de la santé dans les PVD.

Il faut noter que ces orientations données par la Banque Mondiale ne semble s'appliquer qu'aux pays à économie de marché et il n'est pas évident que ce qui fonctionne bien dans les systèmes de soin des pays développés puisse être efficacement utilisé dans les pays où l'économie marchande est encore balbutiante.

c) Les actions internationales (28)

Il y a plusieurs actions à entreprendre, dans la lutte contre les maladies endémiques, les épidémies et l'amélioration des conditions générales d'hygiène.

1) La lutte antipaludique

La lutte antipaludique a été globalement un succès, le paludisme a disparu de l'Italie, de la Grèce de la Yougoslavie, au Sri Lanka où pourtant il était la cause d'un cinquième des décès en 1946. La plupart des pays se sont lancés dans des programmes d'éradication, à l'exception de l'Afrique et en 1965, l'OMS souhaitait dans les dix années à venir réussir cette éradication

dans le monde entier. Le recul aura été considérable, mais c'est aussi un échec (existence en Afrique d'une résistance très forte au DDT, résistances technique due à l'incapacité des antipludiques de synthèse et résistances sociales dues au coût du programme jugé excessif). On va alors essayer de contrôler la maladie. Or, sur les trois continents, le paludisme est en recrudescence.

2) Les vaccinations

Le programme élargi de vaccination contre les six maladies cibles, à savoir la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la poliomyélite, la rougeole et la tuberculose, avec l'objectif de vacciner 90 % des enfants en 1990 ne semble pas près d'atteindre cet objectif. En 1986, 43 % des enfants sont vaccinés (32 % seulement contre la rougeole), mais ce taux n'est que de 15 % pour l'Afrique. Au fond, ce programme pour intéressant qu'il soit n'a qu'une efficacité limitée en l'absence de changements sociaux plus fondamentaux (malnutrition-infection). Une épidémie de rougeole peut tuer 25 % des enfants dans un village africain alors que les décès dus à cette maladie sont très rares en Europe.

3) Amélioration des soins de santé primaires

L'amélioration les soins de santé primaires passe souvent par un effort économique important rendu possible par un processus de développement économique. C'est ainsi que la disponibilité d'une eau potable, les travaux d'assainissement favorables à une meilleure hygiène, l'amélioration de la production agricole, la diffusion de l'instruction féminine source fondamentale de comportements effices en matière de prévention des maladies, la vulgarisation de l'information sanitaire, l'effort de prévention locale, la décentralisation des unités de soin de base sont autant de facteurs décisifs dans l'amélioration de l'état sanitaire des populations les plus pauvres.

Si les progrès en matière de santé sont indubitables, ils restent insuffisants.

Tableau 6 - Quelques indicateurs significatifs du développement économique (29)

Critères	PVD		PD	
	1965	1985	1965	1985
PNB/h	113	200	7450	11810
Espérance-vie	44	52	70	76
Taux mortalité	21	15	9	9
Taux natalité	46	43	20	13
Calories par jour	1997	2073	3114	3417
Médecins par habitants	26110	17350	860	530
Infirmières par habitants	7350	7620	460	180

Le rattrapage avec les pays développés est très insuffisant, et en période de crise, il n'est pas évident que la situation aille en s'améliorant jusqu'en l'an 2000. C'est pourquoi il faut oeuvrer pour que le monde entier prenne en compte cette situation particulièrement injuste pour les pays les plus pauvres.

B) L'effet d'éviction des dépenses militaires sur les dépenses de santé

L'opposition dépenses militaires-dépenses de santé n'est pas toujours justifiée, car il est rare qu'une augmentation des dépenses militaires se traduise simultanément par une réduction de l'effort public en matière de santé. Tout dépend évidemment de la situation réelle qui justifie l'augmentation des coûts de la défense nationale, notamment l'existence d'un conflit, la recrudescence des tensions internationales, des modifications stratégiques sensibles, de nouvelles exigences gouvernementales concernant le niveau de sécurité acceptable, etc...

Il est intéressant d'analyser l'existence de cet effet de substitution dans les pays développés et dans les pays en voie de développement.

a) L'effet d'éviction dans les pays développés

Il est possible de distinguer les pays développés à économie de marché des pays à économie planifiée, dans lesquels l'allocation des ressources et le système général des prix sont trop différenciés pour faire l'objet d'une étude synthétique.

1) Dans les pays à économie de marché

Si l'on étudie les dépenses militaires et les dépenses de santé à partir des informations fournies par le SIPRI et par l'OCDE (30), il est impossible d'affirmer une quelconque relation de substitution entre ces deux types de dépense publique.

Tableau n° 7 - Importance et évolution des soins médicaux et des soins militaires dans quelques pays développés

Pays	% Soins médicaux/PIB			% Dépenses militaires/PIB		
	1975	1980	1983	1975	1980	1983
RFA	8,1	8,1	8,1	3,6	3,4	3,4
Canada	7,4	7,3	7,2	1,9	1,9	2,2
Espagne	6,5	6,8	6,6	2,7	1,9	2,1
Etats-Unis	8,6	9,5	10,8	5,8	5,5	6,6
France	7,6	8,5	9,3	3,8	4	4,2
Italie	6,7	6,8	7,4	2,5	2,4	2,7
Japon	5,9	6,6	6,5	0,9	0,9	1
Royaume-Uni	5,5	5,8	6,2	4,9	5,1	5,4
Suède	8	9,5	9,6	3,3	3,1	3,3
Suisse	7,1	7,2	7,8	1,9	2	1,9

On peut constater, par exemple, que la France et le Royaume-Uni ont connu pendant cette période une croissance continue (par rapport au PIB) de leurs dépenses de santé et de leurs dépenses militaires. Seule l'Espagne répond effectivement à l'hypothèse de substitution, alors que de 1975 à 1980, les Etats-Unis, l'Italie, la Suède pourraient étayer cette hypothèse au même titre que la RFA, la Canada, le Japon et la Suisse de 1980 à 1983. En analysant les chiffres bruts, il y aurait alors 9 confirmations directes de cette hypothèse sur 20 cas possibles, autrement dit l'effet d'éviction ne peut pas être retenu en première analyse.

Si l'on tient compte de la prise en charge des soins médicaux hors hôpital (lorsque ces chiffres sont connus), on constate qu'elle n'a

pas été modifiée significativement pendant la période, sauf pour le Japon et qu'elle n'est pas immédiatement sensible à l'évolution des dépenses militaires.

Tableau 8 - Prise en charge des soins médicaux hors hôpital (en %)

Pays	1975	1980	1983
RFA	67	70	70
Etats-Unis	90	90	90
France	73	75	75
Japon	84	81	72
Royaume-Uni	66	69	69
Suède	84	93	93

Si l'on tient compte plus généralement des indicateurs relatifs à la santé et à l'éducation, on peut constater, pour les pays développés, une amélioration très sensible de la situation de la population, malgré une augmentation importante des dépenses militaires. Les études statistiques de Russett (31) et Peroff (32) montrent qu'il existe quelques retombées négatives des dépenses militaires sur les dépenses de santé alors que l'étude de Peroff & Podolak-Warren (33) conteste cette hypothèse.

2) En Union Soviétique

Une étude économétrique menée par le CEDSI (34) souligne les corrélations positives entre la croissance économique, les dépenses militaires et les prestations sociales de l'URSS. D'autre part, elle met en évidence le faible rôle de substitution des dépenses militaires sur les dépenses sociales, étant entendu que l'effort financier de défense n'est jamais une variable explicative significative des variables clefs de la situation sanitaire d'un pays. "Si l'on étudie les prestations sociales dans leur ensemble, on constate que les dépenses militaires de la période et de la période précédente ne sont jamais significatives comme variables explicatives. Ce qui revient à dire que les prestations sociales de l'URSS ne sont pas dépendantes, à court terme, de l'effort militaire" (35). Au contraire, les dépenses militaires sont affectées par une augmentation des prestations sociales. Ainsi donc, s'il existe une substitution, celle-ci se fait au détriment du secteur militaire. Lorsque les tensions internationales se développent, les gouvernants de l'Union soviétique augmentent les dépenses militaires sans réduire pour autant les acquis sociaux de la population. Par contre, en situation de détente, la recherche

du bien-être collectif peut aller à l'encontre du développement des dépenses militaires.

Il est remarquable de noter pourtant des divergences plus profondes des effets économiques de l'évolution comparée des dépenses militaires et des dépenses de santé. Les premières exercent un effet plutôt négatif sur la consommation totale, au contraire des prestations sociales, qui jouent aussi un rôle positif sur l'investissement par l'accroissement de la demande qu'elles provoquent. Par contre, les dépenses militaires ont un effet négatif sur l'investissement, relation qui a déjà été mise en évidence dans les pays occidentaux à économie de marché.

L'effet de substitution, s'il existe, n'est donc pas à l'avantage des dépenses militaires, au moins en situation de paix relative. Evidemment, en situation de guerre, la situation sanitaire perd son caractère prioritaire au profit de l'activité de défense qui envahit l'ensemble de l'activité économique. Dans ces conditions, les dépenses de santé sont étroitement dépendantes des contraintes militaires.

b) L'effet d'éviction dans les pays en voie de développement

Pour les PVD, les études concernant la relation dépenses militaires/dépenses de santé/ dépenses d'éducation produisent des résultats contradictoires. Si les rapports Brandt, Palme et Thorsson (36) affirment que les dépenses militaires menacent la croissance économique et le développement et donc la sécurité de demain, ils condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation. Comme pour les pays développés, les études économétriques sur la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats contradictoires. Ainsi, si Deger (37) et Looney (38) confirment cette hypothèse, celle-ci est remise en question par Kennedy (39), Ames & Goff (40), Hayes (41) et Verner (42). Il est vrai que ces dernières études portent sur des statistiques d'avant 1980, au contraire des études précédentes. Au fond, on peut s'interroger sur la permanence d'une relation qui peut effectivement évoluer en fonction de la situation économique concrète dans laquelle les choix sont réalisés par les gouvernants. La plupart des analyses faites dans les pays en voie de développement concluent que les pays militairement faiblement dépensiers, sont aussi des consommateurs réservés en matière d'éducation et de santé (et vice versa), que les dépenses militaires ne sont pas moins

vulnérables que les autres formes de dépenses publiques à une réduction du budget de l'Etat et qu'il n'y a guère de retombées sur les efforts en matière de santé et d'éducation à la suite d'une augmentation des dépenses militaires.

L'étude récente de Harris, Kelly et Pranowo (43), fondée sur trois méthodes complémentaires (une étude horizontale spatiale mettant en relation le niveau des dépenses militaires par rapport au niveau des autres dépenses publiques dans une année pour plusieurs pays, une analyse comparative des effets d'une évolution des dépenses publiques sur les dépenses militaires, de santé et d'éducation, et enfin une analyse de régression multiple de l'impact de la part des dépenses militaires dans les dépenses publiques sur la part respective des dépenses de santé et d'éducation). Dans les PVD, les dépenses militaires concernent d'abord les dépenses de personnel et cette caractéristique réduit les possibilités pour un gouvernement d'agir brutalement sur leur niveau. Il existe donc un effet d'inertie d'autant plus fort que l'emploi est un facteur important dans la décision. La croissance des dépenses militaires s'accompagne presque toujours de dépenses importantes en capital par rapport à l'augmentation du nombre de personnes employées.

- La première hypothèse testée selon laquelle il existerait des retombées négatives est fondée sur l'idée selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée. Sur 50 pays, 20 seulement répondent à cette caractéristique. Ce qui revient à dire que de faibles dépenses militaires ne sont pas associées à de fortes dépenses en matière d'éducation et de santé. Sur les 12 pays qui ont réduit leurs dépenses militaires de 25 % entre 1972 et 1982, deux seulement ont connu une amélioration et six ont supporté une réduction de leurs efforts en matière de santé et d'éducation. Il y a plusieurs cas d'espèce, par exemple, la coexistence de :

i) fortes dépenses militaires, fortes dépenses de santé, fortes dépenses d'éducation : Burkina-Fasso ou Singapour.

ii) fortes dépenses militaires, faibles dépenses de santé, faibles dépenses d'éducation : Inde, Syrie et Pakistan.

iii) faibles dépenses militaires, fortes dépenses de santé, faibles dépenses d'éducation : le Brésil

- La vulnérabilité des dépenses militaires à une réduction des dépenses publiques n'est pas aussi faible qu'on a bien voulu le dire, malgré les effets d'inertie importants qui existent dans ce type d'activité compte tenu de la place accordée aux frais de personnels. L'analyse de Hicks et Kubisch (44) souligne que les dépenses sociales sont les moins vulnérables, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette étude, sous une forme plus désagrégée, a été reprise par Harris, Kelly et Pranowo ; elle conclue à la faible vulnérabilité relative des dépenses de santé, d'éducation et de défense (dans l'ordre), au contraire des dépenses d'infrastructure et d'aide à la production, ce qui revient à dire que le secteur militaire voit son importance par rapport au budget de l'Etat diminuer plus rapidement que les deux autres formes de dépense. Cette analyse conduit cependant les auteurs à considérer qu'il n'y a pas vraiment d'effets de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires. Cette conclusion d'Harris, Kelly et Pranowo est pourtant un peu trop rapide, car elle ne tient pas compte de la redistribution des charges de la sécurité sociale supportées par les différentes catégories sociales. En effet, les dépenses de sécurité sociale s'avèrent assez vulnérables à une réduction des dépenses de l'Etat, ce qui tend évidemment à réduire sensiblement l'objectif de bien-être de la population au bénéfice de la défense nationale. Au fond, si les dépenses de santé restent stables, le remboursement des soins pour toutes les catégories sociales n'est pas assuré ; dans ces conditions, à dépenses équivalentes, la disponibilité des services de santé est fortement modifiée du fait de la régression importante du système d'assurance public contre la maladie. Or, il existe une relation au moins indirecte entre les dépenses militaires et les dépenses sociales, si l'on inclue dans celles-ci la répartition des soins et la disponibilité des matériels sanitaires à l'ensemble des couches sociales d'un pays.

- Les études en termes d'élasticité confirment et complètent ces résultats. Si à la suite d'une réduction des dépenses publiques, les dépenses militaires bénéficient d'effets d'inertie, en cas de croissance des dépenses publiques, elles obtiennent une croissance quasi équivalente à ces dernières (0,9).

Tableau 9 - Elasticités des composantes des dépenses publiques par rapport aux dépenses publiques

Secteur	Elasticités
Education	0,9
Santé	0,5
Défense	0,9
Sécurité Sociale	0,7

Une étude pays par pays met en évidence des résultats divergents, ce qui confirme, au niveau général, l'absence directe de liens entre les dépenses militaires, les dépenses de santé et les dépenses d'éducation.

- Les analyses de régression faisant l'hypothèse selon laquelle la part des dépenses militaires dans les dépenses du gouvernement central et le taux de croissance de l'économie sont des variables explicatives de la part des dépenses du gouvernement central en matière d'éducation et de santé montrent là encore la diversité des situations, les coefficients étant parfois négatifs (Inde, Indonésie, Singapour pour la santé, Népal pour l'éducation), parfois positifs (Corée, Malaisie, Sri Lanka pour la santé, Burma, Inde, Corée, Malaisie, Sri Lanka et Thaïlande pour l'éducation), parfois non significativement différents de zéro (Bangladesh, Burma, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande pour la santé, Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Philippines et Singapour pour l'éducation).

Cette étude mériterait évidemment d'être améliorée, notamment dans le sens d'une meilleure désagrégation des dépenses militaires et d'une mise en évidence plus claire entre les dépenses de santé et les dépenses de sécurité sociale. En outre, il serait intéressant de tenir compte des effets de feed-back et des décalages de temps et pour ce faire, de mettre en place une véritable simulation macroéconomique, pour tenir compte des tenants et aboutissants de ces décisions publiques. Cependant, telle quelle, l'analyse d'Harris, Kelly et Pranowo apporte une information importante, à savoir que la relation entre les secteurs de la santé, de l'éducation et de la défense ne s'expriment pas toujours en termes d'exclusion.

On le voit, les relations entre les dépenses militaires et les pays en voie de développement sont plus complexes qu'une analyse un peu trop rapide pourrait le supposer. En matière de

développement, il faut se méfier des évidences. Si au niveau global, il est indubitable que les pays en voie de développement supportent le fardeau de leur armement, la suppression de celui-ci peut avoir des effets militaires et économiques irréversibles aggravant incontestablement leur situation de pauvreté. Il est donc erroné de dire que tout processus de désarmement conduit à une amélioration du bien-être, il peut être l'occasion de régression s'il s'accompagne d'un maintien des inégalités ou d'une domination politique, économique et militaire d'un autre pays.

Jacques FONTANEL

NOTES

- (1) KAMARCK : *The Economics of African Development*, New York, Praeger 1967.
- (2) BRUNEL Sylvie (sous la direction de) : "Tiers-Monde. Controverses et réalités", *Economica, Liberté sans frontières*, Paris, 1987.
- (3) Banque Mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde 1987", BIRD, Washington, 1987. p. 301.
- (4) SEN Amartya : "Public action and the quality of life in developing countries". *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, November 1981. "Development : which way now ?". *Economic Journal*, Vol. 93, December 1983 pp. 745-762. DEGER Saadet : "Military expenditure in Third World Countries. The economic effects". *International Library of Economics*. Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986.
- (5) USACDA : "World Military Expenditure and Arms Transfers". Washington D.C. (publication de nombreuses années jusqu'en 1986).
- (6) SIPRI : *Yearbook of World Armaments and Disarmament*". Oxford University Press (publications de nombreuses années jusqu'en 1988).
- (7) FONTANEL Jacques : "A note on the International Comparison of Military Expenditures", in "The Economics of Military Expenditures". Edited by Christian SCHMIDT for the International Economic Association, Mac Millan, London, 1987. CARS & FONTANEL : "Military Expenditure Comparisons", in "Peace, Defence and Economic Analysis". Edited by Christian SCHMIDT & Frank BLACKHABY for The International Economic Association and the SIPRI, Mac Millan, London, 1987. FONTANEL Jacques : "Estimation des dépenses militaires" in *ARES*, fascicule Désarmement et course aux armements, Grenoble, 1988.
- (8) BENOIT Emile : "Defence and Economic Growth in Developing Countries". Boston, D.C. Heath, Lexington Books, 1973. BENOIT Emile : "Growth and defence in developing countries". *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 26, January 1978, pp. 271-280.
- (9) BALL Nicole : "Defence and Development : a critique of the Benoit Study". *Economic Development and Structural Change*. Vol. 31, April 1983, pp 507-524. DEGER Saadet & SMITH Ron : "Military expenditure and growth in less developed countries". *Journal of Conflict Resolution*, 1983.
- (10) FONTANEL Jacques : "l'économie des armes", La Découverte, Paris, 1984.
- (11) SMITH Dan & Ron : "The Economics of Militarism". Pluto Press, London, 1983.
- (12) FONTANEL Jacques & Ron SMITH : "Analyse économique des dépenses militaires". *Stratégique*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985.
- (13) FONTANEL & SMITH : "Analyse économique des dépenses militaires". *Stratégique*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985. FONTANEL, CARS, ABEN, SMITH : "Emploi et Défense. Etudes empiriques". *Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble*, Juin 1987.

- (14) FONTANEL Jacques et SARAIVA José : "Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers-Monde". Etudes Polémologiques, Institut Français de Polémologie, n° 430, Paris, 1986.
- (15) FONTANEL Jacques : "Estimations des dépenses militaires". ARES, Défense et Sécurité, Fascicule, Désarmement et Course aux Armements, Grenoble, 1988.
- (16) FONTANEL Jacques : "La Conférence internationale sur le désarmement pour le développement de New York, 1987". ARES, Défense et Sécurité, Fascicule Désarmement et Course aux Armements, Grenoble, 1988.
- (17) FONTANEL Jacques : "Le désarmement pour le développement dans la pensée économique". Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble, Juin 1987.
- (18) GALBRAITH (Attribué à) : "La paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres". Calmann Levy, Paris, 1984.
- (19) ATTALI Jacques : "La nouvelle économie française". La Rose au poing, Flammarion, Paris 1978.
- (20) LEONTIEFF W et DUCHIN F. : "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980. LEONTIEFF & DUCHIN : "Worldwide implications of a limitation on military spending". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980.
- (21) FONTANEL Jacques : "Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des Etats-Unis, de l'Egypte et d'Israel". Cahiers du CÉDSI, Grenoble 1982. FONTANEL Jacques : "Military expenditures and Economic growth (France, Morocco)". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement", Grenoble, 1980.
- (22) LEBOVIC James H. : "National Interests and United States Foreign Aid". Journal of Peace Research, Vol. 25, n° 2, June 1988.
- (23) COLARD, GUILHAUDIS, FONTANEL : "Le désarmement pour le développement, un pari difficile". Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Les Sept Epées, Paris, 1981.
- (24) UNIDIR : "Establishment of an International Disarmament Fund for Development". UNIDIR, Geneva, 1984.
- (25) THORSSON Inga : "In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden". Report by the Special Expert Inga Thorsson, Stockholm, 1984.
- (26) UNIDIR : "Désarmement-développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques". UNIDIR/86/13. New York, Nations Unies, 1987.
- (27) Banque Mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde 1986 et 1987". Washington 1987 et 1988.
- (28) Alain DESTEXHE : "La santé, miroir du développement" in "Tiers Monde, controverses et réalités" sous la direction de Sylvie Brunel, Economica, 1987.

(29) Banque Mondiale : "Rapport sur le développement dans le monde en 1987". Annexes statistiques.

(30) OCDE : "La protection sociale dans les pays de l'OCDE". OCEDE, Paris, 1985.

(31) RUSSETT Bruce : "Who pays for Defense ?". American Political Science Review, Vol. LXIII. n° 2, 1969.

(32) PEROFF Kathleen : "The Warfare-Welfare Trade-off : Health, Public Aid and Housing". Journal of Sociology and Social Welfare. Vol. IV. N° 1. 1977.

(33) PEROFF Kathleen & PODOLAK-WARREN Margaret : "Does Spending on Defence Cut Spending on Health ? A Time-Series Analysis of the U.S. Economy, 1929-1974". British Journal of Political Science, Vol. 9. n° 1, 1979.

(34) EUZEBY Alain et FONTANEL Jacques : "Dépenses militaires et dépenses sociales en Union Soviétique". ARES, Défense et Sécurité, 1982.

(35) EUZEBY & FONTANEL : Op. Cit. p. 103.

(36) BRANDT Willy et al. (Independent Commission on International Development Issues) : "North-South, a Programme for Survival". Pan, New York, 1980. PALME O et al (Independent Commission on Disarmament and Security) : "Common Security". Simon & Schuster, New York, 1982. Nations Unies (sous la Direction de Inga Thorsson) : "Etude sur les rapports entre le désarmement et le développement", A/36/356; New York, 3 Septembre 1981.

(37) DEGER Saadet : "Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries". Journal of Developing Areas, Vol. 20, n° 3, 1985.

(38) LOONEY Robert : "Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The Case of Venezuela". Socio-Economic Planning Sciences, Vol. 20, n° 3, 1986.

(39) KENNEDY Gavin : "The military of the Third World". Duckworth, London, 1974.

(40) AMES Barry & GOFF Ed. : "Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-68" in LISKE, LOEHR, McCAMENT eds. : "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

(41) HAYES Margaret : "Policy Consequences og Military Participation in Politics : an anlysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures", in LISKE, LOEHR & McCAMENT eds. "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

(42) VERNER Joel : "Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note". Journal of Developing Area, Vol. 18, n° 3, 1983.

(43) HARRIS Geoffrey, KELLY Mark & PRANOWO : "Trade-offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries". Journal of Peace Research, Vol. 25, n° 2. 1988.

(44) HICKS Norman et KUBISCH ann : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983. HICKS & KUBISCH : "Cutting Government Expenditure in LDC's". Finance and Development, Vol. 21, n° 3, 1984.

Bibliographie

Ames, B., Goff E. (1975), Education and Defense Expenditure in Latin America, in « Comparative Public Policy: Issues, theories and methods, (Liske, Loehr, McCament eds.) John Wiley, New York.

Attali, J. (1978), La nouvelle économie française, La Rose au poing, Flammarion. Paris.

Ball, N. (1983), Defence and Development: a critique of the Benoit study, Economic Development and Structural change, Vol. 31. April.

Banque Mondiale (1986, 1987), Rapport sur le développement dans le monde 1987, BORD, Washington.

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, Economic Development and Cultural Change, Vol. 26 . January.

Brandt, W. and al., (1980), North-South, a Programme for Survival, Independent Commission on International Development Issues, Pan, New York.

Brunel, S. (1987), Tiers-Monde. Controverses et réalités. Economica, Paris.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure comparisons, in Peace, Defence and Economic Analysis (Schmidt & Blackhaby, Eds.), Mac Millan, London.

Colard, D., Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, les Sept Epées, Paris.

Deger, S., Smith, R. (1983), Military expenditure and growth in less developed countries, Journal of Conflict Resolution,

Deger, S. (1985), Human Resources. Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries, Journal of Developing Areas, Vol 20 (3).

Deger, S. (1986), Military expenditure in Third World Countries. The economic effects. Routledge & Kegan Paul, London.

Euzéby, A., Fontanel, J. (1982), Dépenses militaires et dépenses sociales en Union Soviétique, Ares, Défense et sécurité. Grenoble.

Fontanel, J. (1980). Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. United Nations and CEDSI, Grenoble.

Fontanel, J. (1980). Le concept de dépenses militaires. Défense nationale.

Fontanel, J. (1982). La comparaison de dépense militaire. Défense nationale, 38, 107-121.

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, ARES, n spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, Paris.

Fontanel, J., Saraiva, J. (1986), Les industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, Etudes Polémologiques, n°430. Paris.

Fontanel, J. (1987), A note on the International Comparisons of Military Expenditures, in « Economics of Military Expenditures » (Schmidt, C. Ed.), Mac Millan, London.

Fontanel, J. (1987) ; Le désarmement pour le développement dans la pensée économique, Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques, Grenoble.

Fontanel, J. (1988), Estimation des dépenses militaires, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J. (1988), La Conférence internationale sur le désarmement pour le développement de New York, Ares, Grenoble.

Galbraith, (attribué à), (1984), La paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, Paris.

Hayes, M. (1975) Policy Consequences of Military participation in Politics : analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures, in Latin America, in « Comparative Public Policy : Issues, theories and methods, (Liske, Loehr, McCament eds.) John Wiley, New York.

Harris, G., Kelly, M ?, OPranowo (1988), Trade-Offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries, Journal of Peace Research, Vol. 25, n°2.

Hicks, N., Kubisch, A. (1983), The effects of Expenditure Reductions in Developing Countries, World Bank, Washington.

Hicks, N., Kubisch, A. (1984), Cutting Government Expenditure in LDCs, Finance and Development., World Bank, Washington.

Karmack (1967), The Economics of African Development, Praeger, New York, 1967.

Kennedy, G. (1974), The military of the Third World, Duckworth, London.

Lebovic, J.H. (1988), National Interests and United States Foreign Aid, Journal of Peace Research, vol 25(2), June.

Leontiev, W., Duchin, F. (1980), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending, Rapport ONU, New York.

OCDE (1985), La protection sociale dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris.

Looney, R. (1986), Austerity and Military Expenditures on Developing Countries; The case of Venezuela, Socio-Economic Planning Sciences 20(3).

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J., & de Haan, H. (1987). Time-series Estimates of the Macroeconomic Impact of Defence Spending in France and the UK. In Peace, defence and economic analysis (pp. 342-362). Palgrave Macmillan, London.

ONU (1981), Etude sur les rapports entre le désarmement et le développement, A/36/356. , 3 septembre.

Palme, O. and al (1982), Common Security, Simon and Schuster, New York.

Peroff, K. (1977), The Warfare-Welfare Trade-Offs : Health, Public Aid and Housing, Journal of Sociology and Social Welfare, Vol IV (1).

Peroff, K., Podolak-Warren, M. (1979), Does spending on Defence cut spending on Health ?. British Journal of Political Science, Vol. 9 (1).

Russett, B. (1969), Who pays for Defence?, American Political Science Review, vol ? LXIII, n°2.

Sen, A. (1981), Public action and the quality of life in developing countries, Oxford Bulletin of Economics and Statistics, November.

Sen, A. (1983), Development : Which way now ?, Economic Journal, Vol.93. December.

SIPRI (1988), Yearbook of World Armaments and Disarmament ; Oxford University Press (plusieurs années)

Smith, D., Smith, R. (1983), The Economics of Militarism, Pluto Press, London.

Smith, R., Humm, A., & Fontanel, J. (1987). Capital labour substitution in defence provision. Defence Security and Development, 69-80.

Thorsson, I. (1984), In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden, Stockholm.

UNIDIR (1984), Establishment of an International Disarmament Fund for Development, UNIDIR, Geneva.

UNIDIR (1987), Désarmement-développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques, UNIDIR/86/13. New York, UNO.

USACDA (1986), World Military Expenditure and Arms transfers. Washington D.C. (plusieurs années).

Verner, J. (1983), Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note, Journal of Developing Area, 18(3).